



HAL
open science

La croissance par l'Orient ?

Julien Vercueil

► **To cite this version:**

Julien Vercueil. La croissance par l'Orient ?. Monde chinois nouvelle Asie, 2011, 28, pp.34-46. halshs-01420711

HAL Id: halshs-01420711

<https://shs.hal.science/halshs-01420711>

Submitted on 20 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La croissance par l'Orient ?

L'économie russe et l'Asie

Julien Vercueil

INALCO Paris,

CREE - Observatoire des États Post Soviétiques

Européenne par son histoire et sa culture, la Russie n'en est pas moins largement asiatique par sa géographie. La partie de son territoire située en Asie contient une part essentielle des ressources naturelles qui sont à la base de sa croissance récente : la quasi-totalité de sa production de diamants, environ 70 % de sa production d'or et une partie importante (souvent majoritaire) de sa production et de ses réserves de pétrole, de gaz naturel, de charbon, d'argent, de platine, de cuivre, de zinc, d'étain et de bois. Par ailleurs, l'influence asiatique se développe chaque jour un peu plus sur le territoire russe, portée par des projets économiques de toute échelle. Au moment où l'Union Européenne, partenaire historique, s'enlise dans des difficultés financières, économiques et institutionnelles qui réduisent son rayonnement, la Russie n'est-elle pas tentée de revoir ses priorités et de réorienter ses échanges vers les pôles les plus dynamiques de l'économie mondiale – la Chine, l'Inde et le reste de l'Asie émergente ?

Il faut reconnaître que le potentiel d'échanges est, en théorie, considérable : les principales puissances économiques asiatiques (Chine, Japon, Inde, Corée du Sud et Indonésie) disposent non seulement d'un dynamisme inégalé (à l'exception du Japon), mais aussi d'atouts et de besoins complémentaires de ceux de la Russie (dans l'énergie, les matières premières, les biens d'équipements et les biens de consommation par exemple). Depuis le début des années 2000, la croissance économique moyenne de la Russie s'est avérée comparable à celle de l'Asie, l'intégrant au nombre des « Grands Émergents » aux côtés de l'Inde et de la Chine. En parallèle, le rythme d'expansion de ses échanges économiques avec cette région, soutenu par des rapprochements politiques et par des intérêts économiques mutuels bien compris, s'est considérablement accru, en particulier avec la Chine, et ne paraît pas devoir s'affaiblir de sitôt.

Toutefois, la géo-économie de la Russie est têtue : les visions prophétiques d'une inversion des polarités de la Russie, l'Orient se substituant à l'Occident pour orienter son développement économique, se heurtent encore aujourd'hui aux obstacles naturels (distances, chaînes montagneuses, plaines désertiques) et construits (maillages urbains, axes de communications et d'approvisionnement), qui ont toujours eu tendance à éloigner la Russie du monde asiatique bien plus qu'à l'y relier. D'autres variables, de nature politique, sont susceptibles de freiner le tropisme asiatique de la Russie. Elles tiennent à l'extérieur (la crainte séculaire d'une emprise excessive de la Chine sur l'économie et le territoire russe) mais aussi à la manière dont l'espace intérieur russe a longtemps été considéré. Il faut en effet rappeler que ce n'est qu'en septembre 2010 que le premier ruban routier asphalté en continu reliant Moscou à Vladivostok a été mis en service¹.

¹ *The Saint Petersburg Times*, 28/09/2010, <http://www.sptimes.ru/story/32584>

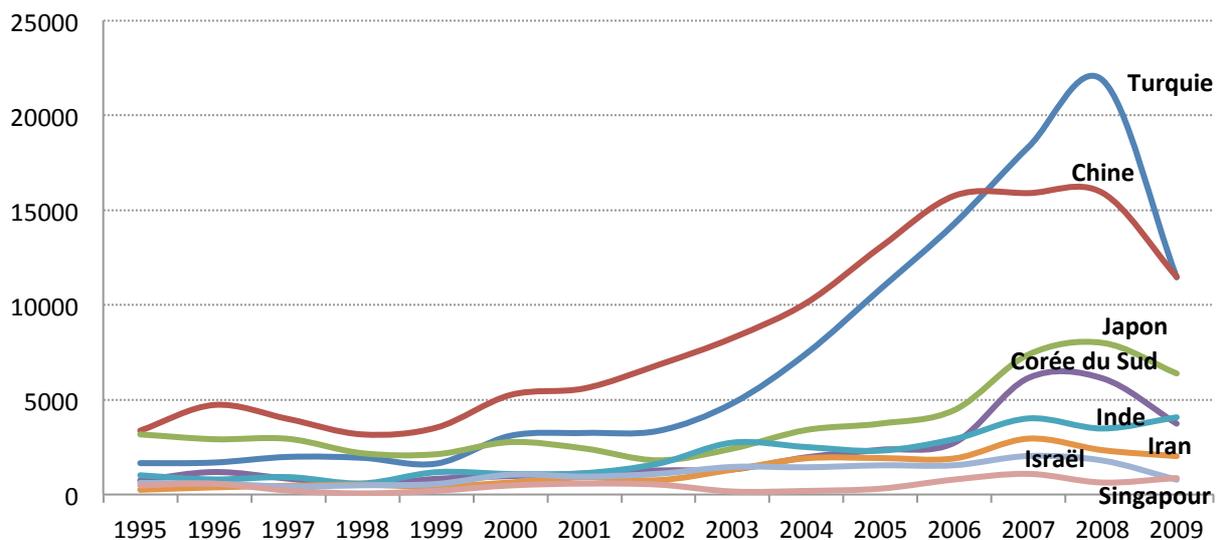
L'Asie est une réalité économique plurielle pour la Russie. Celle-ci partage des frontières terrestres ou maritimes avec pas moins de sept pays asiatiques, sans compter les pays transcaucasiens². Les questions politiques liées aux frontières et aux ressources territoriales compliquent dans bien des cas les relations économiques effectives de la Russie avec les pays asiatiques, reléguant au second plan les calculs sur le potentiel d'échanges au moyen des modèles de gravité standards³.

La question centrale est donc celle de l'intérêt économique pour la Russie d'une intensification de ses relations avec l'Asie. Compte tenu des atouts, des contraintes et de la trajectoire récente de l'économie russe, dans quelles conditions son économie pourrait-elle se réorienter de manière profitable vers les pays asiatiques?

1. Clients et fournisseurs : une « percée asiatique » à relativiser

Durant la décennie 2000, les échanges commerciaux avec l'Asie se sont considérablement développés. Certes, cette croissance a été brutalement stoppée par la crise de 2009 (comme pour l'ensemble du commerce extérieur), mais elle correspond à une tendance de fond amorcée avec le démarrage de la croissance rapide de l'économie russe au début de la décennie (graphiques 1 et 2)

Graphique 1. Exportations de la Russie vers ses principaux partenaires asiatiques hors CEI (1995-2009 , millions de U.S. \$)

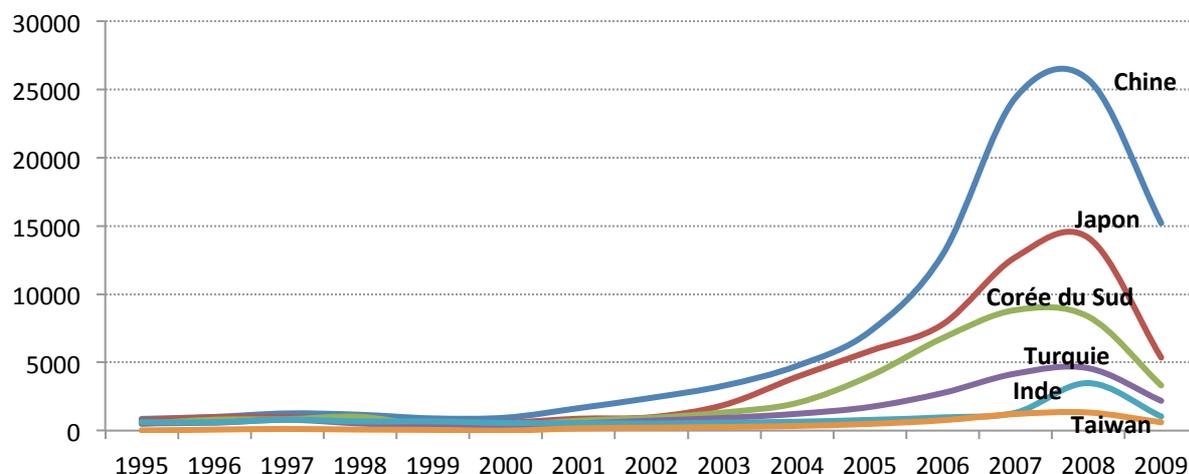


Sources : Rosstat, 2011

² D'Ouest en Est, ce sont l'Iran, Turkménistan, Kazakhstan, Chine, Mongolie, Corée du Nord, Japon.

³ Ces modèles expriment le potentiel de relations économiques entre deux pays en combinant principalement deux variables : leurs niveaux de PIB et la distance kilométrique qui les sépare.

Graphique 2. Importations de la Russie en provenance de ses principaux partenaires asiatiques hors CEI (1995-2009, millions de dollars)

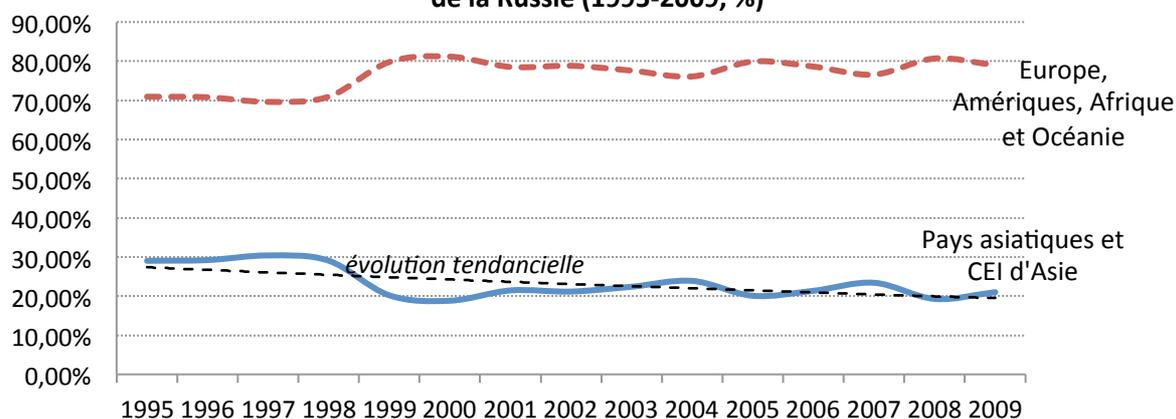


Sources : Rosstat, 2011

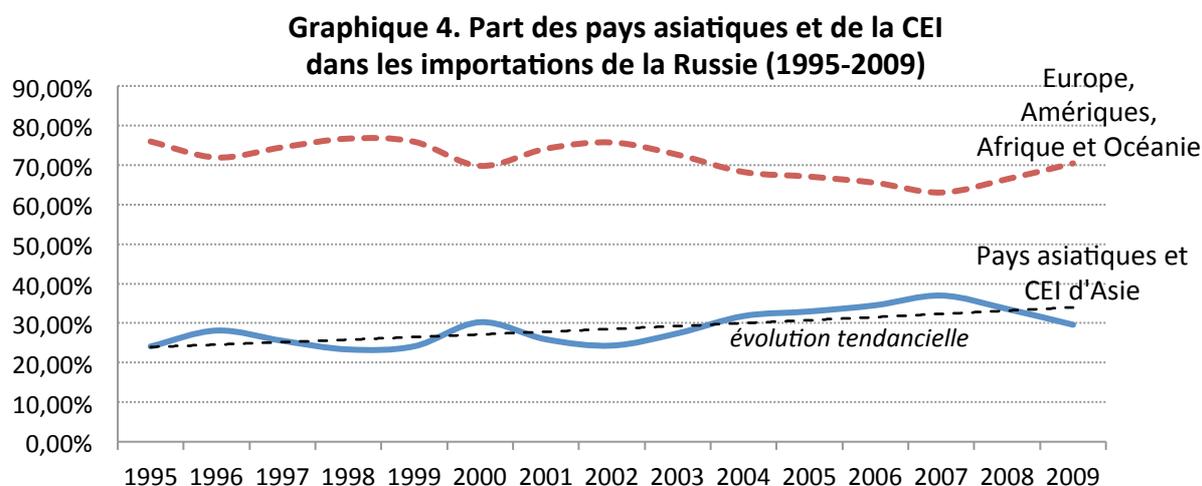
Mais cette percée asiatique apparente doit être confrontée à la dynamique d'ensemble du commerce extérieur russe. Celui-ci s'est rapidement développé durant la dernière décennie : l'envolée des prix des matières premières (le prix du baril de pétrole brut a été multiplié par 16 entre 1999 et 2008) a mécaniquement gonflé les valeurs exportées tout en provoquant un afflux de revenus supplémentaires sur le territoire qui a contribué à la croissance des importations. Il en a résulté une croissance rapide de la valeur globale du commerce extérieur de la Russie, qui ne s'est pas limitée à l'Asie.

L'étude de la part relative des partenaires asiatiques dans le commerce extérieur russe (graphiques 3 et 4) confirme cette analyse : la proportion des échanges avec les pays d'Asie ne croît pas depuis quinze ans. Si les importations semblent se réorienter tendanciellement vers l'Asie (graphique 4), les exportations restent majoritairement orientées vers l'ouest : les Occidentaux confortent leur place dominante parmi les clients de la Russie, avec l'Union Européenne comme figure de proue. Au total, il n'y a pas d'irruption massive du continent asiatique dans son ensemble dans les statistiques du commerce extérieur russe.

Graphique 3. Part des pays asiatiques et de la CEI dans les exportations de la Russie (1995-2009, %)



Sources : calculs de l'auteur d'après Rosstat, 2011. CEI d'Asie : Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Azerbaïdjan, Tadjikistan, Arménie, Turkménistan.



Sources : calculs de l'auteur d'après Rosstat, 2011. CEI d'Asie : Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Azerbaïdjan, Tadjikistan, Arménie, Turkménistan.

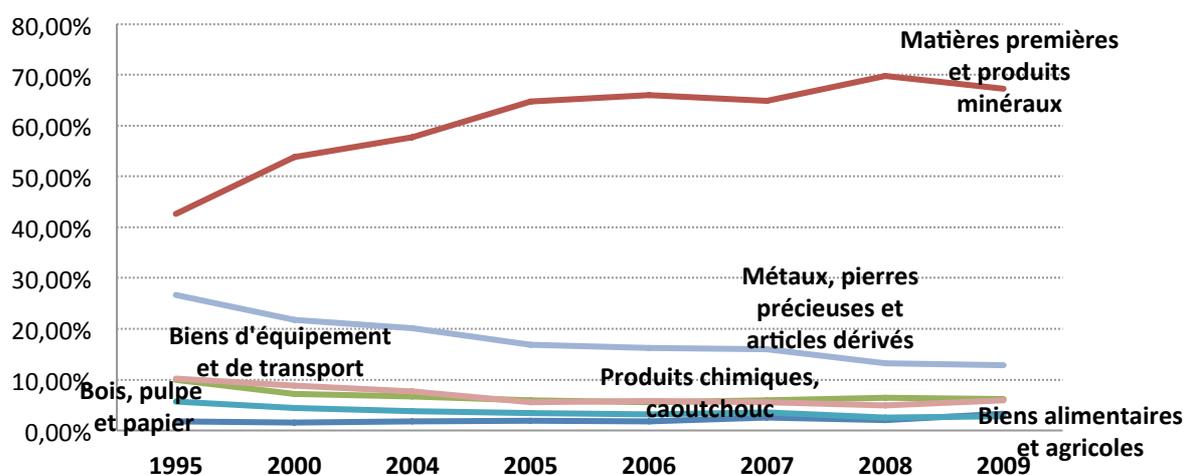
Au sein de cet ensemble, certains pays se distinguent toutefois. C'est bien sûr le cas de la Chine, qui impose sa nouvelle masse économique et son dynamisme commercial en Russie comme partout ailleurs dans le monde. Sa part dans les importations russes passe de 2,6 % en 1995 à plus de 13 % en fin de période, lui conférant désormais la place de premier partenaire commercial de la Russie, devant l'Allemagne. D'autres pays asiatiques industrialisés ou en phase d'émergence tirent aussi parti de l'expansion du marché russe : le Japon et la Corée du Sud ont doublé leurs parts de marché, captant respectivement 7 % et 5 % des importations russes juste avant la crise, tandis que la Turquie, la Thaïlande, le Vietnam et Taïwan montrent des évolutions similaires. Si l'Asie dans son ensemble ne progresse pas plus dans les importations russes, c'est à cause de la trajectoire des pays asiatiques de la Communauté des États Indépendants⁴ : leur poids dans les importations russes s'est effondré, passant de plus de 13 % en 1996 à moins de 3,5 % en 2009. Cette évolution, qui est liée notamment à la rationalisation des liens commerciaux des entreprises russes et à l'essoufflement des relations d'État à État dans le commerce extérieur de la Russie, relativise la portée des discours officiels sur les perspectives de développement de la CEI en tant que pôle économique intégré.

Pour les exportations, la situation est différente : la part de la Chine reste stable, oscillant autour de 5,5 %. Celle des autres pays asiatiques montre une tendance au déclin, à l'image du Japon, dont la part passe de 5 à 2,5 % entre le début et la fin de la période. Seule la Turquie affiche une présence en expansion (2,5 % en 1995, 6 % en 2009). Au total, en 2009 l'Asie pèse moins dans les exportations russes qu'en 1995 (graphique 3). Pourquoi ce déclin relatif ?

L'explication réside dans la structure par produits des exportations russes. Depuis l'époque soviétique, ce sont les hydrocarbures et les minerais qui font l'essentiel des exportations russes. Cette polarisation autour des matières premières s'est accentuée après 1992 (graphique 5), en dépit des exhortations répétées des autorités russes, préoccupées par l'absence de diversification du potentiel exportateur du pays

⁴ Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Azerbaïdjan, Tadjikistan, Arménie, Turkménistan.

Graphique 5. Structure par produits des exportations russes (1995-2009, %)



Source : Rosstat, 2011.

La question de la compétitivité internationale du tissu manufacturier russe est bien sûr au cœur du problème : autant, durant la transition, l'industrie extractive a réussi (tant bien que mal) à maintenir des niveaux d'activité et d'investissement suffisants pour se trouver en capacité de tirer parti du décollage des prix mondiaux dans les années 2000, autant il n'en a pas été de même pour des secteurs comme les constructions mécaniques, les équipements de transports et les biens de consommation courante, dont les perspectives d'exportation sur le marché mondial étaient déjà, au début des années 1990, souvent proches de zéro. L'instabilité institutionnelle chronique jusque dans les années 2000, des erreurs de politique économique sur l'ensemble de la période et des choix stratégiques parfois hasardeux de la part des capitaines d'industrie ont considérablement retardé le redressement de l'industrie manufacturière nationale (Sapir, 1998, Vercueil, 2002). De son côté, le secteur extractif, partiellement repris en main par l'État, a connu une croissance rapide, alimentée par des investissements directs étrangers et par l'envolée des prix des matières premières à partir de 2000. Ces évolutions se reflètent dans la polarisation accentuée des exportations autour des matières premières à la fin des années 2000 (graphique 5).

Sur cette base, les infrastructures de transport ont, à leur tour, joué un rôle dans l'inertie de l'orientation géographique des exportations russes : les matières premières énergétiques et minérales nécessitent des équipements spécifiques (canaux pour le transport fluvial, voies ferrées, oléoducs et gazoducs), qui en Russie ont été construits pour l'essentiel au siècle dernier. Durant cette période, les voies d'exportations prioritaires étaient orientées vers l'Occident, où se trouvaient les partenaires européens du pacte de Varsovie et l'Europe occidentale, source de devises. La logistique héritée de l'époque soviétique a donc imprimé sa marque jusqu'à nos jours sur l'orientation géographique des exportations des matières premières russes : elle conduit, et dans le cas asiatique, limite les volumes exportables. Si les investissements consentis depuis quelques années pour alimenter les marchés de l'Est sont importants, leurs effets demeurent encore limités par des contraintes d'acheminement internes : par exemple, la distance entre Moscou et Vladivostok (6430 kilomètres) représente près de trois fois celle qui sépare la capitale russe de Paris (2475 kilomètres). La concurrence régionale est un autre facteur : les pays d'Asie centrale comme le Kazakhstan sont

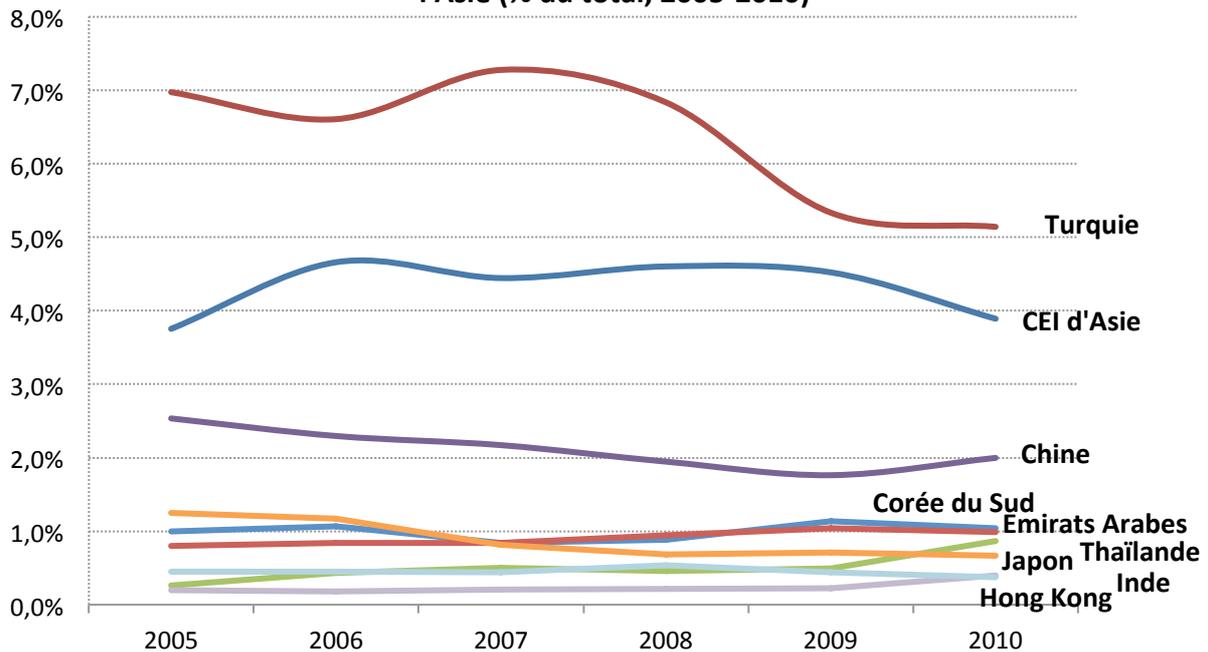
mieux placés à certains égards pour desservir le marché asiatique, tandis que l'Iran tire elle aussi parti de sa position géographique dans ses relations avec la Chine. La question des capacités d'investissement des opérateurs russes ne doit pas être négligée : les investissements déjà engagés vers l'Ouest (gazoducs, tels Nord Stream et le projet South Stream, et terminaux pétroliers, tels Primorsk et Novorossiisk) absorbent des ressources, il faudra les rentabiliser (Vercueil, 2007). Les engagements russes de livraison de gaz à l'Europe occidentale sont lourds et, de plus, extrêmement rentables, les honorer absorbe l'écrasante majorité des capacités d'exportation de Gazprom⁵. Enfin, l'Union Européenne n'est pas le seul client occidental de la Russie, comme en témoigne la croissance de la place de la Turquie dans les exportations de la Russie. Véritable carrefour énergétique entre l'Europe et l'Asie, la Turquie se trouve au débouché de plusieurs équipements récemment mis en service ou en construction, tous appelés à se développer. Enfin, l'Asie a un concurrent redoutable en tant que marché : la Russie elle-même. L'efficacité énergétique de l'économie russe étant encore très faible, assurer ses propres besoins continuera longtemps de peser sur ses capacités de livraison à l'étranger, notamment pour le gaz⁶.

Les services commerciaux ne montrent pas non plus de croissance relative de l'Asie dans le commerce extérieur de la Russie. Entre 2005 et 2010, le total des échanges de services de la Russie a augmenté 78 % (le maximum étant atteint en 2008), mais la part de l'Asie n'a pas dépassé 20 % du total sur la période. Encore faut-il rappeler que, contrairement au commerce des marchandises, le solde des services est déficitaires en Russie (-29 milliards de dollars en 2010). Le graphique 6 détaille l'évolution de ces échanges avec les principaux partenaires asiatiques de la Russie. Là encore, la Communauté des États Indépendants est loin de peser lourdement sur la structure des échanges de la Russie : les pays d'Asie de la CEI ne comptent que pour 4 % du total de la balance des services. La Chine joue le rôle de leader de l'Asie hors CEI et Turquie : à titre d'exemple, 3 millions de Russes et autant de Chinois visitent chaque année le pays voisin.

⁵ En 2008 et 2009, l'Union Européenne a représenté plus de 83 % des ventes totales de gaz naturel de Gazprom aux pays hors CEI. Au sein de la CEI, les pays européens (Belarus, Ukraine et Moldavie) ont absorbé plus de 90 % des volumes exportés (Source : calculs effectués à partir de Gazprom, 2010).

⁶ En 2008 et 2009, le marché russe a absorbé en moyenne 53 % de la production totale de Gazprom, alors qu'elle ne pèse que 24 % de ses recettes de ce produit : les prix consentis sur le marché national sont quatre fois plus faible que ceux facturés à l'Union Européenne. (Source : calculs effectués à partir de Gazprom, 2010)

Graphique 6. Echanges de services commerciaux entre la Russie et l'Asie (% du total, 2005-2010)



Sources : calculs de l'auteur d'après Banque Centrale de Russie, 2011.

2. Flux de capitaux et revenus de transferts

S'agissant des capitaux productifs, la présence asiatique dans l'économie russe est encore plus discrète qu'elle ne l'est pour les échanges commerciaux. L'Asie tout entière, avec un stock d'environ 6,6 milliards de dollars en 2009, ne représente que 1,6 % du stock d'Investissements Directs Étrangers (IDE) entrants en Russie. Sa part est la même dans les IDE sortants, soit 900 millions de dollars en 2010. Les principaux investisseurs asiatiques en Russie (Chine, Japon Corée du Sud, Kazakhstan et Turquie) représentent chacun moins de 0,4 % du total mondial (Tableaux 1 et 2).

Tableau 1. Principaux partenaires asiatiques dans les IDE entrants en Russie (2009)

	Stocks d'IDE (millions de US dollars)	Rang mondial	Part du total (%)
Chine	1251	19	0,33
Japon	1236	20	0,32
Corée du Sud	1142	21	0,30
Kazakhstan	1046	24	0,27
Turquie	604	28	0,16

Source : Banque centrale de Russie, 2011.

Tableau 2. La part des pays asiatiques dans les IDE sortants de Russie (2010)

	Stocks d'IDE (millions de US dollars)	Rang mondial	Part du total (%)
Vietnam	173	29	0,33
Ouzbékistan	147	31	0,28
Turquie	143	33	0,28
Thaïlande	31	50	0,06
Chine	30	51	0,06

Source : Banque centrale de Russie, 2011.

L'analyse géographique des IDE en Russie est certes rendue hasardeuse par le fait qu'une majorité d'entre eux n'ont d'« étrangers » que le nom : ce sont en réalité des investissements téléguidés par des ressortissants russes qui ont abrité leurs actifs dans des paradis fiscaux⁷. Toutefois, la place de l'Asie peut tout de même être comparée à celle de certains pays de l'Union Européenne : l'Allemagne, avec un stock de 15 milliards, représente à elle seule 4 % des IDE entrants, les Pays-Bas (qui peuvent être considérés du point de vue des IDE comme la principale tête de pont en Europe des multinationales américaines), 10 %. La France, avec près de 9 milliards, devance encore largement l'Asie dans son ensemble. Il faut cependant garder à l'esprit que ces chiffres peuvent évoluer rapidement, par exemple à la faveur d'une fusion-acquisition de grande échelle qui serait menée à bien par une entreprise chinoise sur des actifs russes. Mais dans la dernière décennie, les décisions des autorités russes n'ont pas donné le sentiment qu'elles souhaitent ré-ouvrir largement le capital de sociétés de secteurs stratégiques à des investisseurs étrangers, a fortiori chinois. A l'inverse, on peut imaginer que des entreprises russes souhaitent profiter de la croissance asiatique, à un moment où le partenaire européen peine à se dégager de la crise économique : les flux peuvent donc évoluer rapidement à l'avenir.

Les revenus de transfert montrent une activité relativement forte des ressortissants asiatiques en Russie et une présence significative de ressortissants russes en Asie. En cette matière, les liens historiques entre la Russie et les autres ex-républiques soviétiques fournissent une bonne partie de l'explication. La CEI d'Asie représente 49 % des revenus de transferts entrants en Russie (980 milliards de dollars), et 69 % des transferts sortants, soit 8,8 milliards de dollars en 2010. Hors CEI, la Chine absorbe 4,3 % des revenus sortants et la Turquie, 0,67 % seulement.

Au total, l'impact des flux de capitaux et de main d'œuvre asiatiques sur la Russie reste peu significatif à l'échelle macroéconomique, même si, localement (Extrême Orient et zone frontalière de la région d'Irkoutsk), ces flux peuvent structurer l'activité économique (commerce de biens de consommation, investissements immobiliers, construction de routes, ponts et autres infrastructures de communication, aménagements portuaires, etc.). Cette distorsion entre le local et le global tient, pour l'essentiel, à la géo-économie de la Russie elle-même : le cœur de son activité reste situé dans sa partie européenne. Si ses extrémités, peu peuplées et peu puissantes économiquement, sont

⁷ Si l'on cumule les flux d'IDE avec Chypre, les Iles vierges britanniques, les Bermudes, les Bahamas, la Barbade, Gibraltar, les îles Caïman, le Liechtenstein, l'île de Man, Jersey, Guernesey, les Seychelles, Belize, le Luxembourg, et la Suisse, on obtient plus de 64 % des IDE entrants et 57 % des IDE sortants.

transformées de manière spectaculaire par les nouveaux courants d'échange les liant à la Chine, la Mongolie, le Japon ou la Corée, cela reste sans effet sensible sur la dynamique d'ensemble du pays. Pour qu'il y ait un véritable basculement économique de la Russie vers l'Orient, il faudrait des projets d'une autre ampleur que ceux qui ont été menés à bien jusqu'ici.

3. Des projets de développement avec l'Asie : quelles perspectives ?

Pour toutes les raisons évoquées plus haut, la CEI ne peut constituer l'horizon du développement de la Russie en Asie. L'attachement de la Russie pour la CEI est davantage motivé par des raisons géopolitiques et diplomatiques que par des considérations purement économiques. Il est vrai que dans le domaine énergétique, ces deux problématiques sont étroitement liées en Asie centrale. La Russie devra dans les années qui viennent affronter le déclin, a priori difficile à contrer, de sa position dominante dans la région, notamment du fait de l'érosion de son monopole sur le transit des hydrocarbures qui en sont extraits. En effet, les pays d'Asie centrale compris l'intérêt qu'il y avait à développer leurs propres capacités d'exportation, sans passer par un système d'acheminement datant, pour l'essentiel, de l'époque soviétique et contrôlé presque exclusivement par les géants russes opaques que sont Transneft (pétrole) et Gazprom (gaz).

Si elle souhaite engager une véritable réorientation vers l'Asie de ses relations économiques extérieures, la Russie doit donc se projeter au-delà de son étranger proche. En Asie de l'Est et du Sud, deux partenaires émergents appellent une analyse particulière : l'Inde et la Chine.

L'Inde, partenaire encore lointain

Les relations économiques entre la Russie et l'Inde ont une histoire riche, qui a débuté au milieu des années 1950, peu après l'accession de l'Inde à l'indépendance. Après l'effondrement de l'Union Soviétique, les liens économiques entre les deux pays se sont distendus ; une nouvelle impulsion leur a été donnée en 2006, lorsque les autorités russes et indiennes se sont engagées conjointement à développer leur commerce bilatéral, créant un groupe de travail dont l'objectif était d'amener le commerce bilatéral aux alentours de 10 milliards de dollars en 2010. Etait également envisagée la préparation d'un accord intégré de coopération économique entre les deux pays. Les questions portaient alors sur le développement des ventes du tabac indien en Russie, la protection des marques indiennes de thé, et un partenariat sur la filière du diamant. En effet, l'entreprise russe Alrosa est l'un des tout premiers producteurs mondiaux de diamants bruts, tandis que l'Inde est le plus grand centre mondial de taille de diamants⁸.

Mais en 2010 le volume des échanges n'a pas atteint les chiffres espérés : il est resté aux alentours de 8,5 milliards : 6,4 milliards pour les exportations russes vers l'Inde (+7 %), 2,1 milliards pour les exportations indiennes (+40 %). Une telle structure de commerce bilatéral ne peut satisfaire complètement les deux parties : à la lecture du déficit bilatéral enregistré avec la Russie, la partie

⁸ *The Economic Times*, 21/12/2010. <http://articles.economictimes.indiatimes.com/>

indienne peut légitimement souhaiter des efforts de la part de la Russie pour faciliter l'accès de ses produits manufacturés et ses services au marché russe. De son côté, la Russie, qui cherche à sortir de sa spécialisation actuelle dans les matières premières, peut s'inquiéter de voir s'appauvrir chaque année le contenu en recherche-développement de ses exportations vers l'Inde.

En décembre 2010, les autorités russes et indiennes ont relancé le processus de rapprochement économique mutuel en se fixant un nouvel objectif quantitatif : 20 milliards de dollars d'échanges en 2015. Les nouveaux secteurs identifiés comme prioritaires sont désormais les produits pharmaceutiques (notamment la livraison de génériques par l'Inde à la Russie), le pétrole, les métaux et les engrais (exportables de la Russie vers l'Inde), les biotechnologies, nanotechnologies et la recherche⁹. Ces projets doivent prendre place dans un Accord Global de Partenariat Économique en cours de négociation, qui est destiné à faciliter le commerce et l'investissement bilatéraux.

La Chine ou les limites d'une relation asymétrique

Avec la Chine, les relations économiques de la Russie ne peuvent pas être comprises sans prendre en compte deux caractéristiques qui font leur spécificité : d'une part, le fait que des deux côtés, les autorités politiques sont fortement engagées dans leurs relations économiques extérieures ; d'autre part, le fait qu'elles touchent à un domaine considéré de part et d'autre comme stratégique pour la sécurité nationale : l'énergie.

La frontière entre l'URSS et la Chine fut l'objet de tensions vives et répétées entre les deux puissances socialistes, avant que Mikhaïl Gorbatchev ne parvienne à apaiser la question à partir de 1986, ouvrant la voie à l'accord russo-chinois de 1992 sur la délimitation des frontières (Menon, 2009), d'une longueur de 4250 kilomètres. Depuis lors, les deux pays ont rapidement développé leurs relations et tiennent désormais à manifester, dès que l'occasion se présente, une vision partagée de ce que devraient être pour elles les contours d'une gouvernance économique mondiale multipolaire. Ainsi, depuis novembre 2010, le commerce bilatéral peut être réalisé en monnaies nationales et non plus en dollars¹⁰.

En janvier 2006, Vladimir Poutine annonçait la mise en place d'un plan visant à augmenter le commerce bilatéral avec la Chine à 60-80 milliards de dollars à l'horizon 2010. Un premier mémorandum bilatéral sur les questions énergétique était alors signé pour une durée de 15 ans. Au terme de ce mémorandum, la construction de deux gazoducs d'une capacité annuelle de 80 milliards de mètres cubes et celle du segment transfrontalier dit « Skovorodino-Mohe » de l'oléoduc ESPO (East Siberia to Pacific Ocean) qui achemine vers le pacifique le pétrole extrait des nouveaux gisements de Sibérie Orientale a été envisagée. Parallèlement des joint-ventures devaient être établies pour la construction d'une raffinerie de pétrole et une station de gaz en Chine, tandis que les livraisons de pétrole (d'abord par voie ferroviaire) s'intensifiaient. La Russie est ainsi devenue en 2009 le quatrième fournisseur de pétrole de la Chine, derrière l'Angola, l'Arabie Saoudite et l'Iran. Mais la crise de 2009 a interrompu l'augmentation du commerce bilatéral (cf. graphiques 1 et 2), resté en deçà de 50 milliards de dollars en 2010.

⁹ *Business Standard*, 19 juin 2010. www.business-standard.com

¹⁰ Les premières transactions rouble-yuan ont été lancées le 15 décembre 2010 sur le MICEX, principale place financière de Russie. Les transactions concernent les exportations russes de bois, de produits de la mer et de charbon, ainsi que les importations de produits manufacturés chinois.

Le mémorandum de 2006 a débouché sur l'accord « prêt contre pétrole » de février 2009, au terme duquel la Chine accorde un prêt de 25 milliards de dollars à la Russie contre une garantie d'approvisionnement sur 20 ans. L'oléoduc russo-chinois, mis en service en août 2010, doit transporter 120000 bpj¹¹ vers la raffinerie de Daqing, soit un potentiel annuel de près de 7 millions de tonnes¹². L'objectif global du projet ESPO est de délivrer 30 millions de tonnes de pétrole brut par an à la région Asie-Pacifique dans un futur proche, avant de monter à 50 millions ultérieurement (la consommation chinoise était en 2009 de 388 millions de tonnes). Le rythme est appelé à s'intensifier : sur les six premiers mois de l'année 2011, les livraisons totales de pétrole à la Chine sont estimées à 300000 bpj.

Cependant, la question énergétique ne se résume pas pour la Russie à l'exploitation d'un marché captif, associant de formidables réserves de change à une légendaire faim de matières premières pour faire de son voisin chinois mouton tout prêt à se faire tondre. La question énergétique, en Chine comme en Russie, est traitée au plus haut niveau politique, qui y voit l'occasion d'affirmer la souveraineté nationale. Or la partie Chinoise paraît réticente à reconnaître le pouvoir de négociation de sa contrepartie russe en matière de fourniture énergétique. Par ailleurs, le manque de transparence des autorités russes lors des privatisations du secteur énergétique, qui ont abouti à écarter sans motif les entreprises chinoises de certains appels d'offre internationaux, ne pouvait rester sans réponse. Les négociations durent suffisamment longtemps pour donner des marges de manœuvre à la partie chinoise, traditionnellement habile à souffler le chaud et le froid dans les « contrats du siècle » concernant la livraison d'hydrocarbures.

Ainsi en est-il du projet de ligne à haute tension permettant d'approvisionner la Chine à partir de la centrale d'Irkoutsk, en Sibérie. Au milieu des années 1990, le projet d'une ligne co-financée de 2600 kilomètres voit le jour, pour un coût alors estimé à 1,5 milliards de dollars. Mais le projet est ensuite abandonné car le prix de l'électricité acheminée ne fait pas l'objet d'un accord entre les deux parties. En novembre 2006, le projet est relancé par un accord sur l'augmentation des exportations d'électricité de la Russie vers la Chine à hauteur de 3,6 à 4,3 milliards de kwh par an entre 2008 et 2010, avec progression à 18 milliards en 2015. Mais le 1er février 2007, la Chine a brusquement refusé d'importer l'électricité de Russie, ce qui a laissé inemployées les capacités de production russes dédiées à ces exportations en Sibérie. Les livraisons n'ont repris qu'en 2009, à hauteur de 900 millions de kwh. En 2010, la partie chinoise a annoncé qu'elle envisageait d'importer de Russie jusqu'à 60 milliards de kwh d'ici 2020.

L'autre illustration de ces vicissitudes concerne le gaz naturel : le 16 juin 2011, la conclusion du projet d'accord-cadre concernant l'approvisionnement en gaz de la Chine par la Russie a finalement échoué. Ce projet, négocié depuis 10 ans et renouvelé en 2006, porte sur la possibilité pour la Chine d'acheter du gaz russe à hauteur de 1000 milliards de dollars sur 2015-2045. La raison de l'interruption des négociations est le prix : la Russie souhaite pratiquer un prix « de marché », c'est-à-dire proche de celui servi aux clients européens (352 dollars le mètre cube), tandis que la Chine n'est pas prête à payer plus de 235 dollars. Actuellement, les fournisseurs de la Chine sont, outre sa propre production, le Turkménistan et l'Australie (sous forme de gaz naturel liquéfié - GNL). Mais ses besoins risquent d'atteindre le niveau européen actuel d'ici 2035.

¹¹ Bpj : baril de pétrole par jour. Un baril correspond à 159 litres environ.

¹² V. Grinkevich, "Russia and China : a love affair fueled by oil and gas", RIA Novosti, 25/11/2010, <http://en.rian.ru/analysis/20101125/161494756.html>

Le commerce des armes recèle lui aussi son lot de surprises, et parfois de déceptions. Au début des années 2000, la Russie recevait 40 % de ses recettes de ventes d'armes de la Chine, et s'imposait comme son premier fournisseur, pour un montant annuel situé entre 1 et 2 milliards de dollars. Mais la stratégie de la Chine en matière d'armement a progressivement évolué vers le transfert de technologies et s'oriente depuis 2005 vers le développement de capacités de production en propre, cessant d'importer des équipements complexes en provenance de Russie. Selon Anatoli Isaïkin, directeur de Rosoboronexport, compagnie d'État d'exportation d'armes, les commandes chinoises d'armement à la Russie pourraient ne représenter à l'avenir pas plus de 10 % du total de ses ventes¹³.

Les déboires des marchands d'armes russes en Chine : le cas du Sukhoi-27

Après la répression de Tiananmen, la Chine a subi un embargo occidental sur les ventes d'armes en 1989. Profitant de la fin du régime soviétique pour inaugurer une nouvelle phase dans ses relations avec la Russie, la Chine a acheté une vingtaine de chasseurs Sukhoi-27, concurrents du F-16 américain. Une deuxième commande a suivi, portant sur 200 nouveaux exemplaires, mais avec cette fois une clause d'assemblage en Chine. Le complexe militaro-industriel russe, aux abois à la suite de l'effondrement des commandes d'Etat, accepta de fournir les plans du chasseur, exigeant comme seule contrepartie que les chasseurs ne soient pas revendus sans autorisation russe.

Après l'achat des 100 premiers exemplaires, la partie chinoise annula le contrat, prétextant l'inadéquation de l'avion aux nouvelles exigences techniques de sa défense. Puis, en 2007, l'industrie de l'armement chinoise présenta un nouveau chasseur, conçu et fabriqué à 90 % en Chine : le J-11 B, lui aussi destiné à concurrencer le F-16 (et, par voie de conséquence, le Su-27). Il s'avère que le dessin du J-11 B ressemble étrangement à celui du Su-27 : il est fabriqué dans l'usine de Shenyang, propriété de la Compagnie Nationale Chinoise d'Aviation, à l'endroit exact où les 100 premiers exemplaires du Su-27 ont été assemblés sous licence.

Fortes de cette expérience, les autorités russes ont interrompu leurs négociations avec la partie chinoise pour la vente de chasseurs de nouvelle génération Su-33 lorsque celle-ci leur a proposé d'en acheter... deux seulement, « pour essai ». Elles estiment aujourd'hui à 6 milliards de dollars le préjudice annuel causé à l'industrie d'armement nationale par la contrefaçon et le « reverse engineering » notamment en provenance de la Chine¹⁴.

Malgré leurs divergences, les dirigeants des deux pays continuent de prévoir une augmentation significative de leurs relations bilatérales. En juin 2011, l'objectif annoncé était d'augmenter le commerce bilatéral à 100 milliards de dollars en 2015 et 200 milliards en 2020¹⁵. La partie chinoise souhaite progresser le long de deux axes principaux : la réduction mutuelle des barrières à l'investissement (la Chine voit dans les infrastructures, les trains à grande vitesse et les centrales électriques de futurs axes de développement sur le marché russe) et l'intensification des programmes de coopérations scientifiques et techniques (conquête spatiale, génie biologique et électricité nucléaire). La Chine offre également de partager son expérience en matière de zones économiques spéciales, une manière de souligner en creux le manque d'efficacité des zones

¹³ R. Weitz, "What Russia Fears in Asia", *The Diplomat*, June 6, 2011.

¹⁴ R. Weitz, "How China's Jets Threaten Russia", *The Diplomat*, December 2010.

¹⁵ *Voice of America*, 16/06/2011.

économiques spéciales russes, lancées dans les années 1990 et renouvelées depuis, sans effet d'entraînement notable sur l'industrie dans son ensemble.

Plus profondément, la relation d'affaire entre les deux pays est marquée par son asymétrie : à quelques exceptions près, la Russie a perdu presque toutes ses parts de marchés en Chine sur les segments à haute valeur ajoutée et n'est plus considérée actuellement que comme un réservoir de matières premières sans véritable perspective technologique. En échange, la Chine fournit à la Russie non seulement de l'électronique et des produits textiles et de consommation courante bas de gamme, mais également des équipements productifs. Une étude de Price Waterhouse Coopers a montré que les chefs d'entreprise russes plaçaient la Chine en tête de leurs priorités ; à l'inverse, leurs homologues chinois ne citent pas la Russie parmi leurs 10 premières destinations d'affaires¹⁶. Le président Dimitri Medvedev cite l'objectif d'accession à l'OMC avant la fin 2011 comme un argument permettant d'attirer les entreprises chinoises en Russie. Mais après 18 ans de négociations (un record, la Chine elle-même ayant accédé à l'organisation au bout de 15 ans), la portée de cet argument pour le partenaire chinois est toute relative.

Conclusion

A ce jour, les relations avec l'Asie n'ont pas tenu toutes leurs promesses. En théorie, la Russie est bien placée pour tirer parti de l'essor de cette région tout en conservant les avantages liés à sa relation historique avec l'Europe occidentale. Ses projets énergétiques avec le Japon et la Corée du Sud, qui n'ont pas été abordés dans le cadre de cet article, auraient mérité d'être étudiés comme signes avant-coureurs d'un possible retour de balancier asiatique pour l'économie russe à moyen terme.

A moyen terme aussi, les lois du nombre, en matière démographique, militent pour une intensification des flux migratoires en provenance de l'Asie, dense et active, vers les régions orientales de la Russie, qui n'abritent d'un septième de sa population¹⁷, vieillissent et se dépeuplent par l'émigration à un rythme accéléré. De ce point de vue, les relations de voisinage entre les territoires d'Extrême Orient russes et les provinces du Nord-Est de la Chine continueront de s'intensifier à l'avenir.

Mais pour le moment, la Russie n'est pas parvenue à tirer tout le bénéfice de l'immensité de son territoire, dont les confins touchent à la fois le Japon, la Chine, l'Iran, la Turquie et l'Union Européenne. C'est que l'économie moderne ne se satisfait pas de dotations généreuses en matières premières. Son développement exige des politiques prudentes, mais résolues, orientées vers l'enrichissement de la valeur ajoutée créée par la recherche et le développement, l'initiative, la capacité d'innovation et l'écoute des besoins du client. Peu nombreuses sont en Russie les entreprises qui ont démontré de telles capacités au niveau international dans les dernières décennies. Le véritable enjeu dans ce domaine n'est donc pas la diversification géographique des clients de la Russie, mais sa capacité à s'extraire d'une spécialisation dans les matières premières qui

¹⁶ *Voice of America*, 16/06/2011.

¹⁷ Il y a moins de 24 millions de Russes qui vivent dans les régions de Sibérie et de l'Extrême Orient Russe. De l'autre côté de la frontière chinoise, les provinces du Heilongjiang, du Jilin et du Liaoning comptent plus de 110 millions d'habitants. Pour l'instant, le nombre de travailleurs migrants chinois dans ces régions de Russie est estimé à 500000 seulement. Mais d'ores et déjà, les Chinois constituent le principal groupe de travailleurs en Extrême Orient russe ainsi que dans les régions de Tchita, Irkoutsk, Novossibirsk et Omsk.

l'amène à sous-exploiter son potentiel industriel et à réduire sa capacité de rebond en cas de retournement de cycle. La transformation d'une économie de rente en économie innovante n'a que peu à voir avec l'orientation géographique des échanges. Elle suppose en revanche une vision forte en matière de politique industrielle. De ce point de vue, la Russie pourrait gagner à s'inspirer non pas de la Chine mais plutôt du Brésil, autre pays des BRICS (Vercueil, 2011) parvenu à développer ses exportations en maintenant un équilibre dynamique entre l'exploitation de ses ressources naturelles et la modernisation de sa base industrielle.

Références :

Gazprom O.A.O (2010) : “Annual Report 2009”,

<http://www.gazprom.com/f/posts/56/123567/annual-report-2009.pdf>

Menon R. (2009) : “The China Russia Relationship : what it Involves, where it is headed and how it matters for the United States”, Century Foundation Report,

<http://tcf.org/publications/pdfs/pb690/Menon.pdf>

Rosstat (2011) : « Rossia v Tsiffrax », consultable sur <http://www.gks.ru> (consulté le 13/09/2011)

Sapir J. (1998) : « Le krach russe ». Paris : La découverte.

Vercueil J. (2002) : « Transition et ouverture de l'économie russe (1992-2002). Pour une économie institutionnelle du changement ». Paris : L'Harmattan.

Vercueil J. (2007) : « Union Européenne – Russie : des ‘ politiques de voisinage ’ de l'énergie », *Géococonfluences* (DESCO – Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines de Lyon), « Dossiers scientifiques », www.ens-lsh.fr/geoconfluence/, décembre 2007.

Vercueil (2011) : « Les pays émergents. Brésil - Russie – Inde – Chine... Mutations économiques et nouveaux défis ». Paris : Bréal.